Subsides

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a pris ses grands airs pour affirmer que nous ne pouvons rien dire à ces sociétés. Nous devons accepter ce qu'elles font. C'est ainsi que nous avons permis qu'environ 400 travailleurs deviennent chômeurs et que la productivité baisse dans cette région. Autrement dit, ce qui est arrivé à St-Lawrence, c'est une grève des capitaux. Les capitaux ont refusé de travailler à St-Lawrence.

Je comprends les sentiments des travailleurs en cause, leur impuissance. Je comprends qu'ils n'aient pas pu faire face au problème. Le gouvernement, qui est pourtant élu par le peuple et qui doit le représenter, s'est contenté d'avouer son impuissance.

Il y a deux semaines, je suis allé à Vancouver. Je suis arrivé le jeudi soir. Le vendredi matin, la mine Grand Duke a annoncé qu'elle fermerait ses portes, à Stewart, en Colombie-Britannique, et qu'elle congédierait 400 travailleurs. Selon les propriétaires de la mine, il ne restait que du minerai à faible teneur en cuivre dont l'extraction n'était pas rentable, ce qui expliquait la fermeture.

Encore une fois, les habitants d'une municipalité ne peuvent rien faire devant ce qui constitue un très grave problème. Nous avons envoyé des mineurs à la mine Grand Duke il y a plusieurs années. Quand de nombreux mineurs ont été congédiés en 1972, ils sont allés y travailler. Quand ils sont rentrés chez eux aux vacances, ils ont déclaré qu'ils faisaient beaucoup d'argent. Ce qu'ils faisaient, c'était extraire le minerai à haute teneur en cuivre dans la mine de Stewart. A cause de cela, la mine ne contient plus que du minerai à faible teneur en cuivre qu'il n'est pas économique d'extraire, d'après la compagnie.

C'est aussi ce qui se passe dans ma région, celle de Sudbury. Le 13 février, 3400 emplois ont été supprimés. Le gouvernement n'avait pas été averti que les travailleurs allaient être congédiés. Il l'a appris à minuit, le 20 octobre, le jour même où on l'a annoncé. On nous a dit que les marchés du nickel étaient à la baisse, que les sociétés ne pouvaient pas vendre leur nickel et qu'elles étaient donc forcées de congédier les travailleurs. C'est pourquoi on voulait ramener le nombre d'employés de 13,000 à 10,000. Ces emplois sont perdus. Quoiqu'il en soit, je comprends maintenant pourquoi la société demande aux travailleurs affectés à la production de faire des heures supplémentaires. Les niveaux de production n'ont pas baissé depuis les mises à pied.

La semaine dernière, le trésorier de l'Ontario, d'Arcy McKeough, a présenté un budget. Il a déclaré que la Falconbridge et l'INCO pourraient déduire les frais des travaux effectués en mer, en Europe, de leurs impôts sur le revenu de l'Ontario. Comment cette mesure peut créer des emplois dans la région de Sudbury, je l'ignore.

Les conservateurs qui sont ici prétendent qu'il y aurait des changements s'ils étaient au pouvoir. Ils ont eu l'occasion de faire preuve d'initiative en Ontario. Cela ne semble pas avoir donné grand résultat.

Des emplois ont été perdus dans la région de Sudbury, mais les heures supplémentaires s'accumulent et les niveaux de production demeurent inchangés. Quand on a annoncé les mises à pied, nous avons incité le gouvernement à stocker le nickel. Le gouvernement a répondu qu'il ne pouvait intervenir sur le marché et que si le nickel ne se vendait pas bien il ne servait à rien de le stocker. Les travailleurs ont donc été mis à

pied. Ce sont là des réalités auxquelles les Canadiens doivent faire face tous les jours.

Quand je suis allé à Windsor la semaine dernière, j'ai entendu dire que l'usine de camions de la ville fermerait peut-être ses portes. A 11 heures ce matin, la société Chrysler a annoncé qu'elle ferait son usine de camions et déménageait à Jefferson, aux États-Unis. Elle y construira une usine pour fabriquer des camions. Il s'ensuit donc que 800 emplois disparaîtront dans la région de Windsor.

Aujourd'hui, j'ai posé une question au ministre de l'Industrie et du Commerce à ce sujet. Tout ce qu'il a su me répondre, c'est que le gouvernement étudiait la situation et qu'on ne pouvait donner d'ordre aux sociétés. Voilà le genre de réaction auquel les Canadiens peuvent s'attendre d'un océan à l'autre. Voilà à quel problème ils ont à faire face.

Comme le Parlement sera bientôt dissous, le gouvernement jongle avec les chiffres. Les Canadiens demandent au Parlement d'agir pour résoudre les problèmes qui surgissent. Le principal problème auquel elle a à faire face, celui qui lui fait perdre sa confiance et son entrain, c'est le chômage.

Quand je suis arrivé au Canada, j'avais l'impression que les Conservateurs différaient des Libéraux. J'ai finalement compris après 21 ou 22 ans qu'il ne différaient pas vraiment dans leurs conceptions et leur façon de concevoir l'économie.

Lorsque le ministre des Finances (M. Chrétien) a présenté son mini-budget l'automne dernier, il a déclaré que nous comptions sur le secteur privé pour créer des emplois au Canada. Il a fait valoir que le gouvernement ne devait pas intervenir au sein de l'économie, mais jouer un rôle d'observateur dans les coulisses. Il est resté longtemps dans les coulisses. Il a monté le système sonore, l'éclairage et l'arrière-scène. Mais les emplois ne viennent pas pour autant et c'est là le problème.

Le gouvernement s'est contenté d'accorder des concessions fiscales. Il a renoncé à des droits de 17 millions et demi de dollars que la société Chrysler aurait dû payer aux termes de l'accord sur les produits de l'automobile. Par le biais du bill C-11 adopté l'automne dernier, il a fait cadeau de 10 millions de dollars à l'INCO. L'Alcan a reçu 11 millions de dollars l'automne dernier. On a permis à INCO de différer 378 millions de dollars en impôts, une sorte de prêt sans intérêt. L'Alcan a été autorisé à différer 180 millions de dollars en impôts, un autre prêt sans intérêt. En tout, 17 millions de dollars ont été prêtés à l'Indonésie et au Guatemala à un faible taux d'intérêt; nous ne connaissons pas le taux exact, mais il est inférieur à 6 p. 100. La société INCO investit donc un milliard de dollars pour l'exploitation de minerais en Indonésie, et 233 millions de dollars au Guatemala.

● (1632)

Falconbridge, par l'intermédiaire de la société mère, MacIntyre Mines, et de la société mère de cette dernière, Superior Oil du Texas, investit avec Noranda un milliard de dollars au Chili pour l'exploitation de mines de cuivre à ciel ouvert. Je suis toujours impressionné par le patriotisme des sociétés multinationales. Je me rappelle l'époque où la Commission de lutte contre l'inflation fut créée. Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a annoncé, il y a deux ou trois ans, le soir du Jour d'actions de grâces, qu'il créait un tel organisme et que les salaires des travailleurs seraient soumis à des contrôles, les travailleurs étaient alors en négociation avec Inco et Falcon-